



Paris, le 27 novembre 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Protection des cultures : stop aux distorsions de concurrence !

Nous saluons la volonté affichée par le Gouvernement de porter au niveau européen les décisions en matière d'autorisation de produits phytopharmaceutiques. Il est temps de mesurer que la France ne peut agir seule dans un monde ouvert.

Mais nous devons aussi rappeler la réalité en France.

La France continue à interdire des produits phytosanitaires de protection des plantes encore autorisés au niveau européen et durcit toujours plus le cadre de leurs utilisations, en surtransposant les règles européennes.

Cela conduit concrètement, d'une part, à l'abandon de certaines cultures en France et à une perte de compétitivité de notre agriculture et, d'autre part, à une hausse constante des importations, notamment en fruits (+67% en 10 ans) et légumes (+54% en 10 ans) qui ne répondent pas aux standards de production qui sont imposés aux producteurs français.

Et La France n'apporte pas encore toutes les réponses aux agriculteurs pour faire face aux impasses économiques et techniques. Cette situation n'est plus tenable, elle n'est pas durable. Pour conserver une diversité de cultures dans nos champs et de produits alimentaires français dans nos assiettes, il ne doit plus y avoir d'interdictions sans solutions.

Maintenir notre souveraineté alimentaire implique, en urgence, la définition et le suivi avec les professionnels agricoles d'un programme de recherche d'ampleur, portant à la fois sur l'agronomie, la génétique, les matériels, les solutions de biocontrôles et chimiques et la gestion des données, pour identifier des solutions alternatives efficaces et viables.

Le plan d'accompagnement des exploitations agricoles dans la transition agroécologique, annoncé ce soir par le ministre de l'Agriculture, devra être à la hauteur de l'enjeu car les mutations ont un coût que les agriculteurs français ne peuvent supporter seuls.

Enfin, le Gouvernement devra mettre en cohérence ses paroles et ses actes, en suspendant toutes les décisions en cours en France qui aggraveraient encore les distorsions de concurrence avec les autres producteurs européens.

Le marché européen est un marché unique qui implique d'avoir des règles uniques et harmonisées entre tous les Etats membres.

Respectons-les pour garantir l'alimentation attendue par tous les citoyens européens, et assurons pour des règles du jeu équitables pour tous les agriculteurs européens.

Contact presse : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 – marion.fournier@reseaufnsea.fr

